

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

- Innocent Assogba (Bénin)
- Alan Benjamin (États-Unis)
- Colia Clark (États-Unis)
- Constantin Cretan (Roumanie)
- Berthony Dupont (Haïti)
- Ney Ferreira (Brésil)
- Daniel Gluckstein (France)
- Rubina Jamil (Pakistan)
- Apo Leung (Chine)
- M.A. Patil (Inde)
- Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
- Sergio Pineda (Mexique)
- Klaus Schüller (Allemagne)
- Jung Sikhwa (Corée)
- John Sweeney (Grande-Bretagne)
- Mark Vassilev (Russie)
- Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Le 2 octobre 2020, le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, a proposé l'organisation d'une enquête ouvrière internationale concernant les conséquences pour les travailleurs de la pandémie de Covid-19. Cela en relation avec la politique des gouvernements et les positions du mouvement ouvrier dans chaque pays.

Un questionnaire en 8 points a été élaboré (publié dans notre *Lettre n°164*, il est disponible sur simple demande).

Cette enquête contribuera à la préparation de la seconde conférence internationale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière qui se tiendra en 2021.

Nous publions la première réponse à cette enquête.

Rapport n° 1

PAKISTAN

Auteur: All-Pakistan Trade Union Federation (APTUF) - Date: 5 octobre

Attaques brutales des capitalistes et du gouvernement pro-capitaliste contre la classe ouvrière

Le parti dirigeant, le PTI (Mouvement du Pakistan pour la Justice) a pris le pouvoir avec ses alliés proches, les forces armées du Pakistan et aussi certains groupes extrémistes. Avec l'aide de l'armée pakistanaise il a pu gagner les élections, truquer les votes, emprisonner tous les opposants qu'ils appartiennent au PML-N (Ligue Musulmane du Pakistan) ou au PPP (Parti du Peuple Pakistanais). L'agence gouvernementale NAB (National Accountability Bureau) s'est mise au travail avec diligence en arrêtant des personnages politiques en les mettant en prison sous sa propre surveillance, les jugements ont commencé mais ne se termineront pas tant que les politiciens n'auront pas accepté qu'il n'existe aucune preuve de culpabilité ni de raison de les emprisonner sous l'autorité de l'agence NAB.

Le Pakistan est au cœur d'une tempête politique après que la majorité des grands partis d'opposition ont exigé que les puissants généraux du pays renoncent à leur pouvoir hégémonique sur la politique et retirent leur soutien au gouvernement du premier ministre Imran Khan, que l'opposition a juré de renverser grâce à l'agitation dans la rue.

Le nouveau mouvement PDM (Mouvement Démocratique du Pakistan) a annoncé qu'il lancerait une campagne nationale de protestation le 11 octobre, reportée maintenant au 18 octobre. Cette annonce est

venue au lendemain d'un affrontement particulièrement virulent entre le gouvernement et l'opposition après l'arrestation du leader de l'opposition Shehbaz Sharif sous l'accusation de blanchiment d'argent sale, accusation qui, selon ses dires, répond à des motifs politiques. Le même jour, Asif Ali Zardani, ancien président et dirigeant du PPP (Parti du Peuple Pakistanais), était lui aussi impliqué dans une autre affaire de blanchiment d'argent sale. Le parti national Awami dans la province du KPK (Khyber Pakhtunkhwa) n'a rien dit car pendant l'élection et avant l'élection, les véritables porte-parole du parti ont été tués lors d'attaques terroristes.

L'élite dirigeante, largement soutenue par le chef des armées, se conforme à la politique impérialiste et capitaliste, sans se soucier des souffrances du peuple. L'inflation augmente de jour en jour ainsi que le taux de suicides et de crimes. Le peuple et la classe ouvrière sont dans l'incapacité de se procurer les denrées de base.

Le sectarisme et l'extrémisme augmentent : tout récemment, à Karachi, des Sunnites ont tenu un rassemblement de protestation contre une communauté Chiite. Avec l'aide de l'armée, le gouvernement met constamment le mouvement du peuple dos au mur. Les partis d'opposition et même les soi-disant partis de gauche ne jouent aucun rôle majeur dans cette terrible situation politique alors que rien n'est fait

pour apporter une solution aux maux dont souffrent les travailleurs et la masse des pauvres.

La situation actuelle dans le monde entier est véritablement la pire, en ce sens que les travailleurs, les femmes, les jeunes continuent de se heurter aux difficultés créées par les capitalistes et les gouvernements capitalistes dans le monde entier et bien sûr au Pakistan aussi. La pandémie de coronavirus est par essence une crise sanitaire planétaire, mais elle a des répercussions différentes selon les pays. À cause du coronavirus, le cours normal des choses a changé ; le virus met en relief de façon inimaginable et effrayante les inégalités structurelles sociales et économiques.

Avec la pandémie, au Pakistan, les capitalistes alliés aux dirigeants ont mis en place des procédures particulièrement dures à l'égard des travailleurs, pas seulement dans le secteur privé, dans les multinationales, mais aussi dans les entreprises publiques. Le secteur de l'habillement où travaillent en majorité des femmes qui ne sont pas syndiquées a été frappé par le coronavirus, et soudain nous avons vu l'effet des licenciements : des salariés, des travailleurs précaires, des travailleurs embauchés à la journée, sans salaire. J'ai pu observer que le tort causé à la classe ouvrière avant et après le coronavirus est au maximum. Ce gouvernement pro-capitaliste a annoncé un programme d'enregistre-

ment et de soutien financier aux travailleurs, mais ceux qui sont la colonne vertébrale de toute nation n'ont reçu aucun salaire, aucune mesure n'a été prise par le Premier ministre qui soutient les militaires.

Depuis la création du Pakistan il y a 73 ans, ce sont des gouvernements pro-capitalistes et pro-impérialistes qui gouvernent au Pakistan, qui dépendent des politiques impérialistes. Même le processus de préparation du budget se termine avec le FMI et la Banque mondiale qui accumulent les sanctions, imposent des limites à ceux qui nous gouvernent, pour augmenter le prix de l'essence, des médicaments, des produits de première nécessité qui sont inaccessibles au commun des mortels. Notre économie est écrasée par la dette, soumise à l'hypothèque que constituent une jeunesse au chômage et un système de santé déjà débordé, la pandémie va certainement causer des ravages dans la population. En 2019, sur les 220 millions de Pakistanais, 24,5 % vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. La pandémie est en train d'entraîner des millions d'autres dans la misère et on peut prévoir que le taux de pauvreté atteindra les 33,7 %, si l'impact n'est pas trop fort, mais dans le pire des scénarios, ce taux risque d'atteindre 58,6 %. À cause du coronavirus, des entreprises ont dû fermer et l'activité a été terriblement affectée. Les établissements scolaires ont tous été fermés, les enseignants, les personnels de santé, la classe ouvrière, les

domestiques, les travailleurs en contrats précaires, les journalistes et les jeunes sont restés chez eux sans salaires alors même que le gouvernement avait annoncé que si les employeurs ne payaient pas le salaire des salariés, les employeurs devraient payer des amendes. Malheureusement les employeurs, les capitalistes ont des liens étroits avec les politiques, ce sont des escrocs qui donnent des pots-de-vin aux membres du parlement pour financer leur campagne électorale, ainsi, aucune autorité n'a obligé les propriétaires des entreprises à payer des amendes.

La classe ouvrière, y compris les enseignants, les employés de bureau, ceux qui travaillent dans les chemins de fer, dans les banques, à la Pakistan Airlines, dans les services de distribution de l'eau et de l'énergie (WAPDA), dans les services du ministère du travail, à la Poste, dans les chantiers navals, tous les salariés risquent de perdre leur emploi, tout particulièrement, ceux qui travaillent dans l'industrie de l'habillement où les donneurs d'ordre ont mis un terme à leurs commandes et des milliers de femmes ont perdu leur emploi. Il n'y a pas de syndicat dans l'industrie de l'habillement. Ceux qui travaillent à domicile, les domestiques, ceux qui travaillent dans la santé et dans le paramédical sont confrontés à de gros problèmes. Au Pakistan, nous avons vu des licenciements massifs, ce qui a entraîné une énorme perte d'emplois pour environ 21 millions de travailleurs.



Travailleurs du textile dans l'habillement américain, en grève à Lahore

Toute l'activité a été mise à l'arrêt durant l'épidémie. L'exemple le plus significatif est celui de l'industrie du textile et de l'habillement qui

emploie 45 % de toute la main-d'œuvre industrielle du pays. Les salariés dans leur majorité ont été définitivement licenciés tandis que

d'autres ont été informés que leur emploi était temporairement suspendu et le salaire qui devait leur être payé serait retenu. Le chômage a été

accentué par le fait que les grandes chaînes mondiales de l'habillement ont annulé leurs commandes, y compris pour des produits déjà fabriqués. Cependant, le cœur du problème c'est le fait que le gouvernement n'a pas fait respecter le Code du travail et n'a pas fourni aux travailleurs une protection légale adéquate.

80 % des usines dans l'industrie de l'habillement ne sont pas officiellement enregistrées. 85 % de ceux qui travaillent dans ces usines sont recrutés indirectement par le biais d'agences de recrutement sans contrat de travail, ce qui les prive de toute protection liée au statut, car ils ne sont pas enregistrés auprès des institutions de Sécurité sociale provinciales. En outre, en plus de leurs salaires de misère, beaucoup ne touchent pas d'indemnités en cas de congé de maladie, n'ont pas d'assurance maladie ni de protection au travail, ce qui les laisse particulièrement vulnérables en cas de réduction d'activité.

Ce sont les travailleuses qui sont touchées de façon disproportionnée par la situation de réduction de l'activité économique tout particulièrement celles qui travaillent à domicile ou comme domestiques et qui sont habituellement « invisibles » dans ce système d'« économie informelle ».

Sous prétexte de corruption, le gouvernement pro-capitaliste et pro-impérialiste ferme les institutions favorables aux travailleurs.

Actuellement, au prétexte de corruption, le gouvernement a arrêté certains responsables et membres du personnel de l'Association de protection sociale des travailleurs et a fermé cette institution qui fournit aux travailleurs des aides financières pour le mariage, pour les obsèques et des bourses d'études et pour l'implantation de lotissements ouvriers dans tout le Pakistan. Toutes les

Dès que le confinement a été annoncé, la majorité des domestiques ont été licenciées et contraintes de quitter le domicile de leurs employeurs, souvent sans recevoir aucun salaire. Beaucoup d'entre elles étaient des travailleuses migrantes venues de villages éloignés. D'autre part, les travailleuses à domicile sont rattachées au secteur économique à travers un intermédiaire qui leur apporte le travail à effectuer pour les industries. Avec la fermeture des industries et l'arrêt des transports, ce lien entre les travailleuses à domicile et les usines s'est rompu car les intermédiaires ne peuvent plus les joindre. La situation des ouvrières en usine n'est guère meilleure. Seules 4 % d'entre elles sont syndiquées et les salaires de 93 % d'entre elles sont inférieurs au salaire minimum qui est de 17 000 roupies (une centaine d'euros).

Le gouvernement pro-capitaliste cherche à consolider le programme de Sécurité sociale en créant un fonds de soutien pour les travailleurs afin d'aider les journaliers et les chômeurs mais ce type de programme est inaccessible pour la majorité des travailleurs. Par exemple sur les 31 % de femmes qui ont perdu leur emploi, la majorité d'entre elles ne savent pas si elles doivent s'inscrire ou non auprès de la Sécurité sociale.

aides financières ont été arrêtées.

C'est l'avenir des enfants des travailleurs qui est en jeu.

Il se passe la même chose pour la Sécurité sociale et l'EObi (la caisse de retraite et d'invalidité pour les travailleurs).

Durant la période du coronavirus et jusqu'à maintenant les militants ont organisé une conférence du

Ces travailleuses ne sont pas syndiquées.

Après sept semaines de confinement, le gouvernement a autorisé beaucoup de secteurs de l'économie à reprendre leur activité par exemple le textile, le bâtiment, la production d'engrais, les industries chimiques et les petits commerces etc... à la condition que toutes les mesures barrière et les mesures de sécurité prescrites par l'Organisation mondiale de la Santé soient respectées. Et les capitalistes ont profité de cette situation confuse pour négocier avec le gouvernement de nouvelles dispositions concernant les droits et obligations contractuelles. Par exemple, lorsqu'une usine redémarre, il est possible de ne réembaucher qu'un petit nombre des salariés puisque les chaînes des commandes internationales ont été interrompues, ces salariés vont probablement être forcés d'accepter des baisses de salaire, des journées de travail plus longues sans que les heures supplémentaires soient correctement prises en compte. Avec 80 % des usines non enregistrées, les mesures de sécurité du travail sont beaucoup moins strictes et cela laisse peu de place au gouvernement pour surveiller les conditions d'hygiène et de sécurité ce qui met en danger la vie de ces travailleurs.

groupe avec des travailleurs licenciés, y compris des femmes qui travaillent dans l'économie informelle, les domestiques et les travailleuses à domicile, les travailleurs de la santé et les enseignants et les ont rassemblés pour une manifestation pour la restitution de leur emploi avec ce mot d'ordre « Sécurité sociale pour tous, non à la privatisation, oui à la sécurité de l'emploi ».

Les travailleurs de la santé se battent contre la privatisation

Actuellement au Pakistan un puissant mouvement des travailleurs de la santé se développe contre la privatisation. Le gouvernement veut priver la classe ouvrière du droit fonda-

mental aux soins dans un pays où déjà plus de 80 % de la population n'a pas accès aux soins médicaux les plus élémentaires. Au lieu de construire de nouveaux hôpitaux publics

et d'augmenter les budgets de la santé, le gouvernement a l'intention de se débarrasser purement et simplement des services de santé et de les confier au secteur privé.

Cela signifie que dans tout le pays des centaines de milliers de personnes vont mourir de blessures sans gravité et de maladies guérissables par manque de soins. Cela signifie aussi que des dizaines de milliers de travailleurs de la santé vont perdre leur emploi et leur retraite et seront condamnés à une vie de d'extrême pauvreté et de misère. Avec l'absence de partis politiques qui s'opposent à la privatisation et défendent le droit aux soins gratuits pour tous, la situation s'est considérablement aggravée. Les militants de l'APTUF soutiennent sans réserve le mouvement de protestation organisé par les personnels de santé.

Face à cette situation catastrophique, les travailleurs de la santé des provinces du Pendjab et du Khyber Pakhtunkhwa se sont massivement engagés dans un mouvement d'opposition à cette mesure draconienne de l'État pakistanais. Le Front des travailleurs rouges, l'APTUF/APWC est à la pointe de cette lutte et a contribué au rassemblement des divers syndicats, associations et regroupements de travailleurs de la santé au Pendjab sur la plateforme de la Grande alliance pour la santé (GHA) afin de construire une lutte unie contre cette mesure tyrannique. Cette stratégie a été reprise au Pakhtunkhwa où, de la même manière, la GHA mène la lutte contre le régime actuel.

Les conditions sanitaires au Pakistan

Avec ses 220 millions d'habitants, le Pakistan est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est l'un des plus mal classés dans l'indice du développement humain. C'est un exemple cauchemardesque des horreurs que provoquent le capitalisme et les spoliations impérialistes. Avec un fossé sans cesse grandissant entre les riches et les pauvres, un effondrement des infrastructures sociales et économiques, le pays est un véritable enfer pour sa classe ouvrière. Plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Même si les masses

connaissent la souffrance dans tous les domaines de leur vie quotidienne, la mauvaise qualité et l'insuffisance des soins de santé sont l'un des aspects les plus éprouvants de leur existence.

Le pays dépense moins de 2 % de son PIB pour la santé et une grande partie de ces dépenses relève du secteur privé. Ce n'est pas un problème pour les riches et la grande bourgeoisie, car ils peuvent se payer les soins dispendieux offerts par des hôpitaux privés semblables à des hôtels cinq étoiles ; mais les pauvres souffrent et meurent sans soins dans des conditions atroces. Pour une population de 220 millions d'habitants, le pays n'a que 5 800 centres de santé de base, 950 hôpitaux de soins secondaires et seulement 22 hôpitaux de soins tertiaires dans le secteur public. Indépendamment du niveau déplorable de ces équipements, leur nombre insuffisant en dit déjà long sur l'offre de soins disponible. L'hospitalisation publique n'offre qu'un lit pour 2 000 personnes. On compte un médecin pour 1 500 patients et c'est encore pire pour le rapport personnel soignant/patients. Le pays a l'un des taux de mortalité infantile et maternelle les plus élevés au monde. Chaque année, environ un demi-million d'enfants de moins de cinq ans meurent à la suite de maladies soignables comme la dysenterie, le paludisme, la typhoïde et l'infection des voies respiratoires parce qu'ils n'ont pas accès à des soins gratuits ou abordables. Chaque année, plus de 50 000 femmes meurent en accouchant, à cause de l'absence d'équipements pour les soins des enfants et des mères. Chaque année, plus de 40 000 femmes meurent du cancer du sein, pouvoir payer le coût du traitement est pour elles proprement inimaginable. Plus de 200 000 personnes meurent chaque année dans un accident de la route à cause du manque de centres hospitaliers. Et tout cela se passe dans un pays où les masses travailleuses supportent l'une des plus hautes fiscalités indirectes et où environ 75 % du budget fédéral annuel est consacré au service de la

dette et à l'armement.

La privatisation

Le très faible système de santé pakistanais est depuis des années dans une situation désastreuse, résultant du manque de financement par le gouvernement, mais, dans le cadre du programme de prêts accordés par le FMI, le gouvernement essaie maintenant de privatiser un système déjà catastrophique pour les pauvres. L'un des objectifs fondamentaux expliquant cette tentative de privatisation lancée par le FMI et le gouvernement, c'est la réduction des dépenses de l'État pour parvenir au prétendu assainissement budgétaire. Cela signifie tout simplement que le gouvernement doit être capable de rembourser sa dette et de payer ses intérêts à ses créanciers nationaux et internationaux, et en même temps d'imposer son joug aux masses travailleuses. De plus, il s'agit de fournir un débouché profitable aux investissements des capitaux privés. Pour privatiser les hôpitaux publics, le gouvernement a proposé une loi draconienne appelée loi MTI (Instituts d'Enseignement médical), qu'il a imposée à la province du Pendjab au moyen d'un décret antidémocratique du gouverneur. Dans la province du Pakhtunkhwa (KPK), cette loi MTI a déjà été imposée en partie en 2015 par le gouvernement provincial alors contrôlé par le PTI. Maintenant, elle est de la même façon intégralement appliquée au KPK et élargie aux hôpitaux publics au moyen d'une récente loi sur les agences régionales de santé (RDHA).

Avec ces lois, les hôpitaux publics perdront leur statut d'établissement public d'assistance pour devenir des sociétés privées qui auront la responsabilité de s'autofinancer en éliminant la gratuité des soins et en ayant recours aux services des compagnies privées d'assurance santé. Dans ce but la gestion de tous les hôpitaux publics sera déléguée aux assurances privées et à des prestataires. De plus, le gouvernement recevra une partie des profits réalisés par ces hôpitaux externalisés. D'une part, ces brutales mesures d'exploiti-

tation capitaliste priveront des millions de pauvres de l'accès aux soins essentiels (car ils dépendent totalement de ces hôpitaux publics, quelles qu'en soient leurs insuffisances). D'autre part, cette privatisation sera synonyme de ruine financière pour les milliers de jeunes médecins, de soignants et d'agents hospitaliers qui y travaillent. L'immense majorité d'entre eux n'aura tout simplement plus d'emploi. Les autres perdront leur statut d'employé titulaire, ainsi que leurs retraites, et deviendront des contractuels embauchés à titre temporaire, payés à la journée.

Le mouvement contre la privatisation

C'est dans ces circonstances qu'un puissant mouvement des travailleurs de la santé du secteur public s'est développé au Pendjab et au KPK contre la privatisation. Toutes les

associations, tous les syndicats de jeunes médecins, de personnels soignants et d'agents hospitaliers de ces deux provinces se sont rassemblés au sein d'une Grande alliance pour la santé (GHA) afin de combattre concrètement cette offensive. Au début il y a eu des manifestations au bord des routes, des conférences sur la privatisation et des campagnes de sensibilisation. La GHA des deux provinces a ensuite été obligée d'appeler à la grève dans les services de soins ambulatoires, de consultations radiologiques et dans les laboratoires, face aux actions répressives du gouvernement, certains salariés ayant été brutalement agressés par la police dans le KPK. La grève en est à son 32^e jour dans le KPK, à son 19^e dans le Pendjab et reste très solide malgré la répression de l'État, l'intimidation, les arrestations, les licenciements et la

propagande toxique des médias sous l'emprise de l'État. Outre la grève, d'énormes manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes des deux provinces au cours des trois dernières semaines, auxquelles des milliers de travailleurs de la santé ont participé, en dépit des mesures prises par l'État. Après avoir échoué dans sa tentative d'écraser le mouvement par la répression, le gouvernement a maintenant recours à cette vieille tactique perfide : essayer de briser l'unité des travailleurs de la santé, et duper le mouvement au moyen d'un simulacre de discussion. Mais les travailleurs se rendent bien compte que, pour l'instant, toutes ces manœuvres ont échoué.

Tout au long du mouvement, nous avons été aux côtés des travailleurs de la santé.

Augmentation des violences domestiques pendant l'épidémie de Covid-19

Les statistiques indiquent une énorme augmentation des violences domestiques durant le confinement dû au Covid-19. Les chiffres sont basés sur le nombre d'appels reçus par deux numéros d'appel d'urgence : l'un de ces numéros recueille les appels de tout le pays sauf de Lahore et ceux concernant Lahore sont traités séparément.

Les statistiques indiquent que 17 478 appels signalant des violences domestiques ont été reçus par 15 numéros d'appel d'urgence à Lahore durant la seule période de janvier à mai 2020, 2 096 en janvier, 2 360 en février et 2 853 en mars. Le numéro d'urgence a reçu 3 079 appels en avril et 3 090 en mai. Les chiffres montrent une croissance alarmante de la violence domestique durant la pandémie de Covid-19.

Ces statistiques montrent une augmentation de 32 % des appels pour violences domestiques pendant le confinement dans les régions. 2 581 cas ont été signalés dans le mois précédant le confinement (du 22 février au 22 mars). Après que le confinement a été imposé, le signallement a atteint 3 217 (entre le 23 mars

et le 23 avril). Durant la période de levée partielle du confinement, le nombre de plaintes a diminué de 10 % (du 24 avril au 23 mai) avec 2 889 cas.

Selon l'organisation HRCP (Commissions des Droits humains du Pakistan) la forme la plus ordinaire de violences domestiques sont des cris et des hurlements (77 %), des gifles (52 %), des menaces (49 %), des bousculades (47 %), des coups de poing (40 %), des coups de pied (40 %).

Une militante de la commission femmes de l'APTUF considère que ces chiffres sont assez élevés. Elle explique ceci : « *Pendant la pandémie, les hommes sont à la maison et c'est très dangereux pour les femmes d'appeler et de chercher du secours. Selon mon expérience, les femmes rapportent ces violences la nuit ou lorsque les hommes ne sont pas à la maison. Actuellement la majorité des services publics ne fonctionnent pas correctement, il est donc très difficile de connaître les chiffres exacts et l'ampleur de la nature spéciale de ces crimes.* »

De plus, ajoute-t-elle, des femmes qui souffrent de différents handicaps se mettraient encore davantage en danger si elles cherchaient du secours contre les violences domestiques.

Le Ministère des Droits Humains a lancé une alerte Covid-19 qui donne un numéro d'appel, le 1099, et un numéro What'sApp, le 0333 908 5709, pour signaler des cas de violence domestique durant le confinement. Néanmoins, ce numéro gratuit qui ne fonctionne que de 10 heures du matin à 10 heures du soir ne reçoit qu'un tout petit nombre des appels pour violence domestique dans le pays. Les chiffres indiquent que le nombre d'appels est passé de 3 à 1 par jour.

La commission femmes de l'APTUF rapporte que les refuges pour les femmes, sous la responsabilité de l'État (Dar ul Amaan) dans le Pendjab, ne peuvent plus accepter de nouvelles pensionnaires. Cela résulte du manque de ressources financières, d'infrastructures et de capacités techniques ce qui les empêche d'accueillir les victimes. Certains des refuges ont été reconvertis en centres

de quarantaine et c'est la raison pour laquelle ils ne peuvent accueillir les victimes de violences domestiques. Le siège de la PCSW (Commission du Punjab sur le statut des femmes) est également fermé à cause du confinement mais son numéro d'urgence, le 1043, fonctionne.

Il est vital de concentrer les efforts pour offrir de meilleurs services aux femmes qui subissent des violences domestiques, explique une militante, Khalida Ashraf. « Selon mon expérience, lorsque les services sont plus attentifs aux problèmes des femmes et plus accessibles, le nombre d'appels augmente considérablement ».

La violence contre les femmes augmente régulièrement au Pakistan. Rubina Jamil explique que le Pakistan occupe le 6^e rang comme pays le plus dangereux pour les femmes après avoir été le 3^e. Le Pakistan occupe le 4^e rang pour les discriminations contre les femmes sur le lieu de travail, l'accès aux ressources économiques telles que la propriété foncière et aussi les risques que courent les femmes à cause de pratiques culturelles, religieuses et traditionnelles y compris ce que l'on appelle les « crimes d'honneur ». Le Pakistan vient au 5^e rang pour les violences autres que sexuelles, y compris les violences domestiques.

Les statistiques de la Banque mondiale montrent que presque une femme mariée sur trois se plaint de subir des violences de la part de son mari. Les chiffres non officiels sont bien plus élevés. Pour l'année 2019 le fichier *Femmes, Paix et Sécurité* rangeait le Pakistan à la 164^e place sur 167, dépassé seulement par la Syrie, l'Afghanistan et le Yémen, et à la toute dernière place parmi les pays d'Asie du sud pour l'accès aux téléphones portables, à la gestion

financière et pour les discriminations contre les femmes.

« La violence contre les femmes est un fait prédominant et c'est le plus couramment le partenaire qui est responsable de cette violence » (Samina Fayyaz, militante de l'APTUF). Lors de situations d'urgence comme celle de la pandémie de Covid-19, la violence contre les femmes tend à augmenter.

« Le Pakistan est une société exceptionnellement patriarcale et les agressions contre les femmes à l'intérieur du foyer sont un problème social endémique. La violence dans le foyer est souvent considérée comme un problème privé limité à la famille et ne donne lieu à aucune intervention adéquate. Malheureusement les valeurs sociales et culturelles de notre société sont aussi une cause majeure de violence domestique contre les femmes. »

Cela n'est pas acceptable et cette violence a des effets sur le long terme. Il ne faut pas négliger les risques de violence contre les femmes et leurs enfants pendant la crise de la pandémie de Covid-19.

Depuis que le 18^e amendement à la Constitution de 1973 a donné des pouvoirs aux provinces, le Punjab, le Sindh et le Balochistan ont instauré des lois qui, légalement, donnent aux femmes l'égalité avec les hommes. Le Sindh a voté sa loi contre les violences domestiques (Prévention et Protection) en 2013. Le Balochistan a voté une loi comparable en 2014.

Le Punjab a adopté quelques mesures légales importantes dans le sens du droit des femmes, y compris, en 2016, la Loi du Punjab de Protection des Femmes contre la Violence, la Loi du Punjab de Protection des Femmes contre le Harcèlement au Travail en 2012, la Commission du Punjab sur le Statut des Femmes en

2014, la Loi du Punjab de Protection des Femmes contre la Violence en 2015, et les Services de Protection des Femmes du Punjab.

Malheureusement, il n'existe actuellement aucune loi au Khyber Pakhtunkhwa qui protège celles qui survivent aux violences domestiques « à cause d'un recul imposé par les autorités religieuses » selon une déclaration de 2020.

Faire adopter des lois qui protègent les femmes prend beaucoup de temps. Les lois ne tiennent pas compte des résultats en ce qui concerne la sécurité des femmes. « Il existe de multiples formes de violences contre les femmes qui impliquent des risques à long terme pour leur santé et celle de leurs enfants. Malheureusement beaucoup de cas ne sont pas signalés et parmi ceux qui sont signalés, beaucoup ne font pas l'objet de poursuites. »

Le rapport de l'UNDP (Programme de Développement des Nations Unies pour le Pakistan) indique que seulement 0,4 % des femmes s'adressent aux tribunaux et que 50 % des femmes qui subissent des violences domestiques ne se manifestent pas.

« Les violences contre les femmes représentent une grave violation des droits humains quels que soient les pays, le moment ou les circonstances » « Notre État éprouve de sérieuses difficultés pour traiter ces actes de violence par manque de coordination entre les responsables et les autorités publiques. Peu de campagnes d'information sont menées pour permettre que soient levés les obstacles sociétaux. Il est vraiment difficile de se procurer des chiffres précis et de plus, les autorités publiques disposent de ressources et de capacités limitées pour traiter les problèmes des violences. »